



Madame la Ministre, Chers collègues,

L'examen du budget 2027 intervient dans un contexte d'une gravité particulière. L'été 2026 a encore confirmé ce que les scientifiques, les agents publics et les citoyens constatent déjà chaque jour : les canicules s'intensifient, les sécheresses fragilisent durablement les territoires, les incendies se multiplient, les tensions sur l'eau deviennent structurelles et l'effondrement de la biodiversité se poursuit.

Dans ce contexte, nos ministères devraient être au cœur de l'action publique. Ils devraient être renforcés, stabilisés et considérés comme stratégiques pour l'avenir du pays. Or, les choix budgétaires et organisationnels qui nous sont présentés produisent exactement l'effet inverse.

Les agents ont assuré leurs missions tout l'été : prévision météorologique, prévention des risques, surveillance des crues, contrôle des installations industrielles, gestion des infrastructures de transport, accompagnement des collectivités et des usagers. Ils ont tenu les services malgré des effectifs insuffisants, malgré l'usure professionnelle, malgré des conditions de travail dégradées. Et quelle a été la réponse du Gouvernement ? Des annulations de crédits massives, des gels budgétaires et des réorganisations permanentes.

Le décret du 10 septembre 2026 a annulé 157,5 millions d'euros sur le budget de la Transition écologique – soit 30% des 500 millions de coupes totales – alors que ce ministère ne représente que 2% du budget de l'État. Dans le même temps, 160 millions sur l'énergie et le climat ont été surgelés.

Derrière les chiffres, il y a des recrutements annulés, des postes vacants, des marchés reportés, des formations supprimées, des déplacements limités, des outils informatiques vieillissants, des délais qui s'allongent pour les collectivités et les citoyens. Ce sont les agents qui absorbent cette dégradation continue des moyens.

Nous constatons également une contradiction majeure : alors que l'urgence écologique exigerait une approche interministérielle forte, les réorganisations en cours donnent le sentiment d'un retour en arrière. Beaucoup d'énergie est aujourd'hui consacrée à des organigrammes, à des redécoupages administratifs et à des arbitrages de périmètre, pendant que les services opérationnels sont sous tension. Le risque est clair : reconstruire un « petit ministère de l'environnement », isolé, alors que les enjeux climatiques, énergétiques, de logement, de transport et d'aménagement doivent au contraire irriguer toutes les politiques publiques.

À cette fragilisation des missions s'ajoute une fragilisation des agents eux-mêmes. Le gel annoncé du point d'indice, les restrictions sur les droits sociaux, les difficultés d'accès à l'action sociale interministérielle, la baisse des moyens consacrés aux prestations sociales ou encore la dégradation du pouvoir d'achat alimentent un profond sentiment d'abandon. Les agents publics ne peuvent pas être en permanence la variable d'ajustement budgétaire.

Plus largement, le redressement des finances publiques ne peut se résumer à une succession de réductions de dépenses. La question de la répartition des efforts demandés doit être clairement posée :

tous ne disposent pas des mêmes capacités pour les supporter et les agents publics comme les services publics ne sauraient constituer systématiquement la variable d'ajustement.

Mais la question des recettes ne peut pas davantage être éludée. Une stratégie budgétaire durable suppose aussi de s'interroger sur notre capacité collective à créer davantage d'activité et de richesse, à soutenir l'investissement et à retrouver les marges de manœuvre permettant de financer durablement nos politiques publiques. Réduire les dépenses sans traiter cette dimension ne saurait, à elle seule, constituer une stratégie de redressement de long terme.

L'UNSA considère que le budget 2027 ne répond ni à l'urgence écologique ni à l'exigence de justice sociale.

Nos revendications sont donc claires.

Nous demandons d'abord l'arrêt des suppressions et des gels de crédits sur nos ministères et leurs opérateurs. Les politiques de prévention des risques, d'adaptation climatique, de logement, de transport durable et de protection de la biodiversité nécessitent des investissements pérennes et lisibles.

Nous demandons ensuite un plan pluriannuel de recrutements et de renforcement des effectifs. « *Les services sont à l'os* » vous l'avez dit vous-même Madame la ministre. Les départs non remplacés désorganisent les collectifs de travail et dégradent le service rendu.

Nous demandons également une stabilisation des organisations administratives. Les agents ont besoin de visibilité, de cohérence et de sens. Les réformes structurelles permanentes épuisent les équipes et détournent les services de leurs missions prioritaires.

Nous revendiquons par ailleurs une réelle reconnaissance des agents :

- revalorisation salariale ;
- dégel du point d'indice ;
- amélioration des conditions de travail ;
- maintien et renforcement de l'action sociale ;
- accès effectif aux prestations sociales et aux dispositifs d'accompagnement.

Enfin, nous demandons un budget cohérent avec les engagements climatiques de la France. On ne peut pas afficher des ambitions écologiques tout en affaiblissant les administrations qui les rendent possibles.

Les agents de nos ministères portent des missions essentielles pour la population, pour les territoires et pour l'avenir du pays. Ils attendent autre chose qu'une politique de réduction continue des moyens. Ils attendent des choix clairs, des moyens durables et une véritable ambition publique.

L'UNSA continuera à défendre cette exigence.